

Coordination de la société civile Arlit

Tel : 227 96 87 24 98 /96595928

Déclaration de la coordination de la société civile d'Arlit :

Arilit 23 octobre 2021

La coordination de la société civile d'Arilit réunie le samedi 23 octobre 2021 à Arilit, fait la déclaration suivante :

Le 31 mars 2021, la COMINAK filiale d'ORANO (ex AREVA) au Niger a arrêté définitivement ces opérations de production d'uranium. Suite à cette fermeture, la société a mis en place un plan de réaménagement du site (Plan RDS) dont le budget est d'environ 95 milliards de FCFA. La coordination de la société civile d'Arilit suit avec intérêt l'évolution des opérations du réaménagement du site (RDS).

Ainsi donc :

Au sujet du budget de réaménagement du site : On constate que Les ressources financières seraient mobilisées comme suit :

- Les japonais (qui s'étaient retirés des actionnaires) au titre de leur responsabilité sociale et environnementale, contribueraient pour environ 30 milliards de FCFA
- La vente de l'uranium nigérien mis de côté à cet effet (pour financer le RDS) 40 milliards de FCFA.
- ORANO, operateur principal et unique actionnaire hors Niger, zéro FCFA et mais visiblement compte combler sa participation avec la vente inopportune des ferrailles, des déchets et objets issues du démantèlement.

Au sujet de la gouvernance : Une direction du site sans aucun pouvoir a été confiée à un nigérien et la Direction du RDS à un expatrié qui visiblement n'aurait des comptes à rendre et recevoir que d'ORANO depuis la France. Un secrétariat permanent du RDS a été mis en place à Niamey et s'évertue actuellement à l'organisation des ateliers sur les thèmes dont la pertinence est dépassée dans la mise en œuvre de RDS. A titre d'exemple des membres des organisations marchandes, artisanales et éleveurs des communes d'Arilit, Gougaram, Timia, Iferoouane, Dannat sont conviés à Niamey avec un voyage de quatre jours sur les routes que vous connaissez, pour un atelier d'une demi-journée. Cette comédie n'a d'autres but que de distraire les pauvres citoyens qui n'ont aucune connaissance de ce qui se trame derrière leur dos sur l'exploitation et la fin de l'uranium au Niger. Deux comités de suivi (un national et l'autre local à Arilit) ont été mis en place

et selon notre constat, les comités sont devant le fait accompli et n'ont droit qu'à un minimum d'information, tout le reste, irrégularités, imperfections ou corrections ont déjà été « validées ». Ce spectacle donne l'impression que la tutelle nigérienne des mines est reléguée au rôle de faire des louanges à la Direction de la COMINAK et ORANO comme quoi « conforme aux règles de l'art et à la réglementation » pour on ne sait quel intérêt.

Sur le plan local, le Préfet d'Arit et du Maire de la commune urbaine malgré leur forte implication, ne sont ni écouté par COMINAK, ni considéré comme exprimant les préoccupations des populations.

D'autre part la Direction générale de la COMINAK s'est engagée dans un procès auprès des tribunaux nigériens avec des vendeurs de ferraille d'une valeur de 30 millions de FCFA. En outre il semblerait que ce procès coûterait cent mille francs par jour à la COMINAK si elle le perdait alors qu'il dure déjà quatre mois. Ce procès ridicule, insensé et inoportun traduit simplement la volonté d'ORANO et sa filiale COMINAK de ne laisser aucun répit aux citoyens nigériens même dans les déchets de l'exploitation de l'uranium.

Au sujet de la fermeture de la mine souterraine : Quelques jours après l'arrêt de la production d'uranium, la société décide précipitamment de boucher définitivement les voies d'accès aux 650 km de galerie de la mine. La majorité des trous d'aération (bouche d'aération de la mine) furent aussi bouchés dans la même précipitation. Les conséquences de cette méthode a entraîné l'enfouissement des engins valant des milliards de FCFA, la mise en inondation des 650 km de galerie (longueur supérieur au fleuve Niger) et noyage total de la mine et le risque évident de la contamination radiologique des toutes les nappes de région d'Agadez. Quant aux bouches d'aération, trois ce sont déjà effondrées et la société continue de cacher ce phénomène dû à l'inadaptation de la méthode pour la stabilité même de toute la mine et l'environnement.

S'agissant de l'usine de traitement du minerai d'uranium : Son démantèlement n'a pas encore commencé mais les travaux juteux seraient réservés à des firmes françaises. Les entreprises nigériennes se contenteraient de la démolition des ateliers pour lesquels, elles auraient payé à COMINAK (dans ce qu'ils appellent vente sur pied), les ferrailles qu'elles auraient à récupérer dans la démolition. Ce paiement ou cet achat de ferraille financera la responsabilité sociale et environnementale d'ORANO dans le RDS. Quant à la verse à résidu d'uranium (environ 20 millions de tonnes avec 80% de radioactivité), les travaux de son confinement et sarcophage n'ont pas encore commencé

Quant aux bassins d'effluents (bassins contenant des millions de m3 de jus faiblement radioactif), la méthode prévue et validé pour leur traitement comporte des risques graves et irréversibles pour l'environnement.

S'agissant du volet social et sociétal : Aucune action sociétale digne de ce nom n'a été mise en œuvre mis à part la formation de quelques travailleurs sous-traitants pour obtenir des permis de conduire et l'utilisation d'un ordinateur. En outre environ 600 travailleurs directs de la COMINAK ont cessé le travail et on bénéficié chacun d'une prime de fermeture de 10 à 60 million de FCFA alors que les 800 travailleurs sous-traitants mis à la porte auraient bénéficié que d'une prime 350 000 FCFA chacun. Aucun projet ou micro projet de reconversion ou de soutien à la population n'a été mis en œuvre actuellement.

S'agissant des marchés de démantèlement, les entrepreneurs nigériens malmenés par la COMINAK, seraient sur la voie d'être écartés des marchés juteux réservés aux entreprises françaises qui proposent des prix trois fois supérieurs à ceux des nigériens.

ORANO préparant sa fuite suite à l'échec du RDS tel qu'il est conduit actuellement, la coordination de la société civile d'Arlit attire l'attention de tous les cadres des ministères des mines, de l'environnement et ceux ayant des responsabilités à la COMINAK sur leur responsabilité historique dans le désastre social et écologique qui en résulterait.

Comme vous le savez, en mai 2021, la coordination de la société civile d'Arlit a adressé une lettre ouverte au Président de la République son Excellence Bazoum Mohamed sur l'évolution de la fermeture de la COMINAK, nous ne nous doutons pas un seul instant qu'il a certainement demandé des comptes et reçu des promesses de corrections, mais hélas, la situation que nous venons de décrire plus haut à des beaux jours devant elle et la diversion et la politique du fait accompli est un outil de travail chez les exploitants miniers.

Considérant les analyses ci-dessus décrites, la coordination de la société civile d'Arlit demande :

- 1) La création d'un compte de réaménagement du site de la COMINAK ou la participation financière de chaque actionnaire va être versée dans la transparence.
- 2) Le départ immédiat et sans condition du responsable RDS expatrié et le rattachement des responsabilités du RDS au Directeur du site nigérien.
- 3) La dissolution immédiate du secrétariat permanent du RDS qui est une structure sans valeur ajoutée.
- 4) L'arrêt de ce procès avec les vendeurs des ferrailles à travers une procédure de conciliation entre les parties
- 5) La réouverture de la mine souterraine de la COMINAK pour en extraire les engins de valorisables.
- 6) L'attribution de tous les marchés de démantèlement aux entreprises nigériennes
- 7) Aux députés nationaux au titre de la région d'Agadez d'interpeller les Ministre des mines et de l'environnement.

8) A l'assemblée nationale du Niger de diligenter un enquête parlementaire sur la fermeture de la COMINAK et l'exécution du RDS.

En tout état de cause, la coordination de la société civile d'Arlit entend engager des actions de protestations (marches et meeting) tout en poursuivant l'évaluation et le suivi du RDS de la COMINAK et se chargera chaque fois d'informer sans complaisance ni état d'âme l'opinion nationale et internationale sur son évolution.

Diffusion générale

Le Président

Almoustapha Athacen

